

Des voix: Oh, oh!

M. Crouse: C'est vraiment honteux. Et après avoir vidé le Trésor public, le premier ministre a le culot de demander au Canadien moyen de se serrer la ceinture.

● (1610)

A la suite du numéro d'un goût douteux que le premier ministre nous a fait à la télévision, nous avons eu droit à une déclaration circonstanciée du nouveau ministre des Finances, le député de Rosedale (M. Macdonald) que je félicite de sa nomination. Selon lui, des dangers encore plus grands menacent notre économie. Voici ses paroles:

Au fur et à mesure que les pays comme les États-Unis, l'Allemagne et le Japon s'arrachent à leur récession aiguë actuelle, ils peuvent compter sur des gains de productivité beaucoup plus marqués que le Canada ne peut en espérer. L'écart entre nos prix unitaires et ceux de nos principaux concurrents s'en trouvera sensiblement élargi.

Je crois avoir cité textuellement les paroles du ministre. Nous devons nous demander pourquoi il en est ainsi. Ces pays ont-ils plus de ressources naturelles ou plus de possibilités que le Canada? La réponse est non. Si nous sommes dans cette situation, c'est uniquement parce que le gouvernement a mal géré notre économie. Notre nouveau ministre des Finances a dit que le programme qu'il nous présentait requerrait l'appui de tous les gouvernements du Canada et de tous les Canadiens afin d'enrayer la montée en flèche des coûts et des prix qui met en danger la stabilité de notre économie, voire de toute notre société.

A mon sens, cela sous-entend que le gouvernement a vécu dans une sorte de rêve depuis le début des années soixante-dix. Le premier ministre et son cabinet me font penser à un homme qui aurait du mal à donner le superflu—non pas l'essentiel—à sa famille; son revenu lui permet d'assurer la subsistance de sa famille. Il arrive à joindre les deux bouts, mais il n'a jamais assez d'argent pour leur offrir le superflu.

Puis, un jour, sa banque l'avise qu'il a droit à une carte de crédit. Elle lui en envoie une et l'encourage à s'en servir le plus possible. Il commence à acheter tout ce que sa famille réclame. Cette carte est un peu comme une manne tombée du ciel. Cependant, il finit par recevoir un relevé de compte et on lui demande de payer. C'est alors que s'effondre son château de cartes. Il devient irresponsable, irrationnel et imprévisible, accuse tout le monde, sauf lui-même de ses propres folies. On peut dire la même chose du premier ministre; il n'a qu'à se regarder dans un miroir pour voir l'homme responsable des problèmes économiques du Canada.

C'est le parti conservateur, et surtout notre chef sur le plan national, qui ont sans cesse pris l'initiative d'attirer l'attention du public sur les dégâts graves et même catastrophiques causés à la trame de notre économie par la persistance d'une inflation à double chiffre. C'est nous qui avons pris l'initiative d'exhorter le gouvernement à prendre des mesures énergiques et directes. Pendant ce temps, et avec non moins de constance, le premier ministre et ses collègues se moquaient de nos propositions et les tournaient en ridicule, prétendant qu'elles étaient superflues et qu'elles ne pouvaient pas marcher.

Nous n'avons pas changé d'avis sur les ravages de l'inflation. C'est évidemment en cela que nous différons essentiellement du gouvernement qui se trouve maintenant obligé de revenir sur les positions cyniques et erronées qu'il s'est appliqué à soutenir devant les Canadiens non seulement durant la campagne électorale de 1974 mais depuis encore, et jusques et y compris le budget présenté

Loi anti-inflation

le 23 juin par le député d'Ottawa-Carleton (M. Turner). Nous demeurons convaincus de la nécessité urgente d'une intervention énergique et efficace à l'échelle nationale. Les 15 mois de vaines actions et d'impuissance du pouvoir que nous avons connus depuis les élections de 1974 ne font que rendre plus pressantes des mesures efficaces, comme ils ont rendu l'inflation plus difficile à maîtriser.

Le principal problème du gouvernement est celui de sa crédibilité à l'heure actuelle. A Trois-Rivières, par exemple, nous trouvons dans la presse du 21 juin 1974 le titre suivant: «Trudeau continue de s'attaquer aux politiques des conservateurs lors de son tour du Québec». Je n'encombrerai pas le compte rendu de toutes ses déclarations, mais il y a une chose qu'il n'a cessé de répéter: il critiquait sans arrêt la politique de réglementation des prix et des revenus des conservateurs et prétendait qu'elle paralysait l'économie canadienne. Aujourd'hui, le premier ministre clame par tout le pays que sa politique est la seule solution. Monsieur l'Orateur, à quel Trudeau les Canadiens vont-ils se fier? A celui dont les déclarations étaient publiées dans le *Chronicle-Herald* de Halifax du 21 juin 1974, ou à celui qui sillonne actuellement le pays?

Sachant donc que le principal problème du gouvernement consiste à établir sa crédibilité, j'aimerais en même temps préciser sans aucune équivoque que le bill C-73 et tout le dispositif qui l'accompagne, annoncés par le premier ministre et ses collègues, ne sauraient être assimilés à la politique des revenus que nous préconisons lors de la campagne de 1974. Il y a entre ce programme et celui que viennent d'annoncer les libéraux des différences considérables à défaut d'être fondamentales. Ces différences portent autant sur la politique générale que sur les détails.

M. Guay (Saint-Boniface): Vous avez parfaitement raison.

M. Crouse: Il y a par exemple cette différence fondamentale que nous n'avons jamais présenté notre formule comme réponse pure et simple à la menace inflationniste. Nous avons bien précisé—et les preuves sont là—que les mesures de réglementation à court terme, destinées essentiellement à rompre les tendances inflationnistes, devaient s'accompagner d'autres mesures tout aussi importantes destinées à supprimer les causes profondes de l'inflation. A cet égard, nous accordons toujours comme nous l'avions fait à l'époque une grande importance au réaménagement des politiques fiscales et monétaires du gouvernement fédéral. Le seul moyen d'exercer une influence réelle et durable sur la population, c'est de prêcher par l'exemple. Et pour cela, il ne suffit pas de maintenir les traitements de la Fonction publique à l'intérieur des limites fixées par les lignes directrices, ou de retarder l'achat de tapis et de mobiliers neufs. S'il demande à la nation de vivre suivant ses moyens, le gouvernement doit donner l'exemple et se plier à la même règle.

Mais à cet égard on constate que le gouvernement fait à peu près le contraire. Sur le plan monétaire, par exemple, la Banque du Canada, avec l'agrément du gouvernement, laisse constamment augmenter la masse monétaire, à un rythme qui dépasse largement le taux de croissance en termes réels et même en chiffres non corrigés de l'inflation. A ne considérer que les 12 derniers mois, cette augmentation dépasse les 15 p. 100. Lorsqu'on cherche les facteurs qui ont activé l'inflation cette année, on voit tout d'abord ces trois milliards de dollars au moins que la Banque a mis en circulation dans le seul dernier trimestre de 1974, par un calcul cynique, pour assurer le succès de l'emprunt massif réalisé à cette époque par l'ex-ministre